



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 08 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**COLORALU SA**

ZI du Bordage  
49122 Le May-Sur-Èvre

Références : 2025-488\_INSP\_Coloralu - Le May sur Evre\_RAP  
Code AIOT : 0006301336

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement COLORALU SA implanté ZI du Bordage 49122 Le May-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite au titre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLORALU SA
- ZI du Bordage 49122 Le May-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006301336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COLORALU est une installation classée soumise à autorisation.

Elle dispose des arrêtés préfectoraux suivants :

Arrêté D3 - 2005 - n°750 en date du 21 octobre 2005 autorisant la société SAS COLORALU à exploiter le site localisé sur la zone industrielle du Bordage au May-sur-Evre,

Arrêté D3 - 2009 - n°705 en date du 7 décembre 2010 relatif à la recherche des substances dangereuses dans l'eau.

L'activité de l'usine est le traitement et le thermolaquage de profilés en aluminium.

Un arrêté préfectoral complémentaire 14 septembre 2022 a entériné les modifications du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Écart E1 - 2017/NC1-2020 -2022/1 - Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, articles 9.2 à 9.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	NC6 - 2020 2022/5 - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 6.1 et Arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2022, article 3.8	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens incendie - Ressources en eau	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.5.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.5.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Régulation des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Déclencheurs d'alarme en point bas	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Écart E4 - 2017 / FSNC1- 2020 2022/3 - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 6-I 2e alinéa	Susceptible de suites	Sans objet
4	RSDE 2022/6	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 20 et 34	Susceptible de suites	Sans objet
9	Autosurveillance GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'une dernière modification en 2022.

L'inspection a permis de solder des points de contrôle de la dernière visite (Rétentions et surveillance RSDE).

Il n'est pas observé de dépassement sur les rejets aqueux sur la dernière année.

Des actions ou des justificatifs plus précis sont attendus concernant le bruit, le suivi des actions sur les installations électriques, la réception par le SDIS des moyens incendie, la justification du dimensionnement du bassin de confinement/régulation des eaux incendie et la déclaration des piézomètres du site.

Sur ce dernier point, les mesures réalisées semestriellement ne mettent pas en évidence d'anomalie significative.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Écart E1 - 2017/NC1-2020 -2022/1 - Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, articles 9.2 à 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bruit Niveaux limites de bruit Émergences

Campagne de mesures Plan d'actions <b><u>Voir annexe 1 du présent rapport</u></b>
<b>Constats :</b>  Par mail du 15 décembre 2023, l'exploitant a transmis un rapport de mesures acoustiques. Les mesures ont été réalisées en 5 points (voir annexe 2). 2 non conformités sont relevées : Point n°1 (Jour) : émergence calculée de 8,5 dB(A) pour une émergence admissible de 5 dB(A) Point n°2 (Nuit) : émergence calculée de 6,5 dB(A) pour une émergence admissible de 3 dB(A)  Les installations supposées à l'origine des dépassements des émergences sont : • Point N°1 : Activité dans les ateliers, activité logistique et extractions d'air. • Point N°2 : local compresseurs en façade sud.  L'organisme ayant réalisé les mesures ajoute cependant le commentaire suivant : "Les périodes de mesure des niveaux résiduels ont aussi été défavorables en raison d'une circulation routière moins importante que lors des mesures en fonctionnement."  Il convient cependant que l'exploitant fasse réaliser en ces deux points des mesures plus représentatives.  A noter que l'exploitant a transmis deux factures concernant des travaux d'insonorisation sur le local compresseur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser une nouvelle campagne de mesures au niveau des ZER 1 et 2 pour les périodes au cours desquelles des non conformités ont été observées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Écart E4 - 2017 / FSNC1- 2020 2022/3 - Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 6-I 2e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rétention de la chaîne de traitement verticale (nouveau tunnel)

**Constats :**

Par mail du 03/11/2022, l'exploitant a transmis un courrier justificatif ainsi qu'un rapport d'essais réalisés par un organisme tiers.

Le courrier de l'exploitant décrit :

- le contexte des essais dont la composition des bains reliés à la même cuvette de rétention,
- la représentativité des produits et des mélanges utilisés pour réaliser les tests,
- les effets en termes d'élévation de température et de génération de gaz voire d'élévation de pression lors des essais.

Les conclusions des tests justifiant la possibilité d'avoir une rétention unique pour la chaîne de traitement vertical.

Les tests réalisés ne montrent pas d'incompatibilité pour les deux échantillons fournis par l'exploitant testés par l'organisme tiers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : NC6 - 2020 2022/5 - Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 6.1 et Arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2022, article 3.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Installations électriques

Les matériels et canalisations électriques doivent être maintenus en bon état.

Arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2022

3.8 Installations électriques

L'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 autorisant la société COLORALU à poursuivre et à étendre ses activités de thermo-laquage de pièces en aluminium sur son site situé Zone industrielle du Bordage au MAY SUR EVRE est complété comme suit :

« Les installations électriques sont conçues, réalisées, entretenues et maintenues en bon état dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées afin qu'aucun risque important ne subsiste. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

L'exploitant a présenté un certificat Q18 du 22/08/2025.

En conclusion, les installations ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.

A noter, le document relatif à la protection contre les explosions n'a pas été fourni par l'exploitant.

L'exploitant a présenté un rapport de vérification de ses installations électriques daté du 21/08/2025.

Le document comporte 21 remarques dont 4 nouvelles.

Les actions correctives à réaliser sont Introduites dans la GMAO mais sans échéance.

L'exploitant a présenté un rapport Q19 daté du 28/07/2025.

La liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations.

Celles ne figurant pas dans la liste sont indiquées ci-dessous :

- L'intégralité des circuits terminaux (luminaires, prises de courant et boîtes de connexion),
- Les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge.

Le nombre d'anomalies relevées est détaillé ci-dessous :

- . de priorité 1 : 1
- . de priorité 2 : 2
- . de priorité 3 : 0

Le degré de priorité de chaque défaut correspond aux trois niveaux suivants :

- 1 – Action immédiate,
- 2 – Action sous 2 mois à compter de la réception du rapport,
- 3 – Vérification ou action à réaliser avant le prochain contrôle thermographique périodique (délai pouvant être précisé par l'opérateur).

L'anomalie de priorité 1 a suivant l'exploitant été levée.

Conclusions du Q19 :

« Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent.

La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque.

Les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir pour le prochain contrôle de type Q18 le document relatif à la protection contre les explosions,

Établir une procédure permettant de mieux maîtriser la mise en œuvre des actions correctives (Prévoir des échéances dans la GMAO et viser une absence d'observations récurrentes lors des vérifications),

Traiter les observations du Q19 dans les délais préconisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : RSDE 2022/6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 20 et 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance eau RSDE
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Références réglementaires</p> <p>AM du 24/08/2017 AM du 30/06/2006 modifié Art. 20 et 34</p> <p>Nouveau programme de surveillance des rejets aqueux - surveillance des substances dangereuses Fréquences de surveillance selon art. 7.5 de l'AP (en cohérence avec art. 34 de l'AM du 30/06/2006) : - en continu : débit, pH - hebdomadaire : Zr, Al - mensuelle : DCO, MES, F, P</p> <p>Fréquence de surveillance mensuelle, trimestrielle ou autre, selon les flux émis, pour les autres substances dangereuses visées à l'art. 20.I-1 et 2 de l'AM du 30/06/2006</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis des bulletins d'analyse concernant notamment les nonylphénols, le DEHP, l'HBCDD et le zinc tel que sollicité lors de l'inspection du 17/10/2022. Les rapports sont datés du 31/01/2023 et 16/05/2023 pour les effluents industriels. Une autre analyse du 16/05/2023 concerne l'eau de ville. Elle n'a détecté sur l'eau de ville que du zinc.</p> <p>En prenant en compte un QMNA5 de 33 l/s pour l'Evre à la station M601 3030 : L'Evre à Beaupréau (Moulin de la Gobinière), une analyse des enjeux a été réalisée et mène à proposer une surveillance quinquennale pour les nonylphénols et le DEHP (voir annexe 3). Le cadre GIDAF est modifié en conséquence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens incendie - Ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie - Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>



Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. La défense contre l'incendie est assurée par des ressources délivrant le débit de 510 m<sup>3</sup>/h, soit 1 020 m<sup>3</sup> de volume d'eau nécessaire sur 2 heures pour l'extinction d'un incendie. Ces moyens peuvent notamment comprendre :

- le poteau incendie n°6789, situé à l'entrée du site, dont le débit est de 62 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique,
- la réserve incendie créée au Nord-Ouest du site de 840 m<sup>3</sup>,
- le poteau incendie n°6773, dont le débit est de 102 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique,
- le poteau incendie n°6794, dont le débit est de 150 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique.

Ces moyens respectent les dispositions de la note 14 du D9 qui est la suivante :

La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (voir chapitre 5, alinéa 9 du D9) est distribuée par des points d'eau incendie situés à moins de 100 m des accès principaux des bâtiments et distants entre eux de 150 m maximum. Par ailleurs, les points d'eau incendie sont positionnés dans la mesure du possible, de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m<sup>2</sup>.

Un plan avec échelle mentionne les différentes ressources en eau. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ainsi que les justificatifs nécessaires concernant la disponibilité des ressources minimales vérifiées au minimum annuellement.

L'exploitant prend aussi toutes dispositions nécessaires pour :

1. Permettre l'accès des secours au site en permanence et afficher des plans d'intervention facilement détachables au niveau des accès des bâtiments ;
2. S'assurer que le nombre et la qualité des moyens de secours internes sont adaptés à l'activité et la taille de rétablissement ;
3. Tenir en permanence à disposition des secours la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence ;
4. Installer les commandes manuelles d'ouverture des châssis de désenfumage près des issues ;
5. Rendre les points d'eau accessibles, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et aménager au niveau de la réserve incendie créée des aires d'aspiration stabilisées d'une surface minimale de 128 m<sup>2</sup> conforme aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (2 du côté de la rue du Bordage avec deux poteaux d'aspiration, et deux du côté de la rue de la Gabortaie avec deux poteaux) ;
6. Installer, au niveau de l'aire d'aspiration créée de 840 m<sup>3</sup>, quatre poteaux d'aspiration de 2 x 100 mm reliés à la réserve incendie par une canalisation enterrée. Les différentes ressources en eau font l'objet d'une réception par le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours sollicité à l'adresse mail suivante : [operation@sdis49.fr](mailto:operation@sdis49.fr)). Cette réception est formalisée et les documents correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Lors de la réception, un essai d'aspiration est réalisé avec les sapeurs-pompiers pour valider l'utilisation des réserves incendie souples et permettre leur intégration dans la base de données départementale du SDIS.

#### **Constats :**

La réception des moyens incendie n'a pas été réalisée par le SDIS.

A noter, il a pu être constaté par sondage la disponibilité de 3 FDS (HCI 32 à 34 %, BONDERITE C-AK 430 et floculant).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Faire réaliser la réception des moyens incendie par le SDIS et transmettre la formalisation à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont équipées d'un bassin de confinement pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Les dispositions sont prises (adaptation et dimensionnement des réseaux, topographie...) pour que l'ensemble des eaux soient dirigées vers ce bassin. Celui-ci présente une capacité de 1150 m<sup>3</sup> et est équipé des organes de commande nécessaires à sa mise en service qui doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification des caractéristiques dimensionnelles de l'ouvrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a construit un nouveau bassin de confinement étanche sur son site.  Il permet de confiner les eaux incendie et de réguler les eaux pluviales.  Son volume doit être au minimum de 1150 m<sup>3</sup> pour le confinement des eaux incendie.  L'obturation a été testée.  Elle a été mise en œuvre très rapidement.  Le bassin ne possède pas de marquage clair permettant de s'assurer que le volume de 1150 m<sup>3</sup> est disponible.  L'exploitant ne disposait par ailleurs pas des justificatifs permettant de justifier le volume de 1150 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réaliser un marquage clair permettant de s'assurer que le volume de 1150 m<sup>3</sup> est disponible.  Justifier la disponibilité du volume de 1150 m<sup>3</sup> pour confiner les eaux incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Régulation des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de régulation des eaux pluviales

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.6 Régulation des eaux pluviales</p> <p>Le dernier alinéa de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 autorisant la société COLORALU à poursuivre et à étendre ses activités de thermo-laquage de pièces en aluminium sur son site situé Zone industrielle du Bordage au MAY SUR EVRE est complété par la disposition suivante :« Le gestionnaire du réseau de collecte valide de manière formalisée le dimensionnement des ouvrages de régulation des eaux pluviales en fonction en particulier d'éventuels désordres existants en aval. Cette formalisation est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne possédait pas de justificatif pour démontrer sa conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre les justificatifs permettant de justifier que cette disposition est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14/09/2022, article 3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.7 Surveillance des eaux souterraines</p> <p>L'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 autorisant la société CQOLORALU à poursuivre et à étendre ses activités de thermo-laquage de pièces en aluminium sur son site situé Zone industrielle du Bordage au MAY SUR EVRE est modifié comme suit :</p> <p>« L'exploitant met en place, une surveillance des eaux souterraines. A cet effet, il fait procéder à un relevé du niveau et à des analyses semestrielles, en périodes de hautes eaux et de basses eaux, dans au moins un piézomètre installé sur le site en amont hydraulique et deux piézomètres installés sur le site en aval hydraulique. Ces analyses portent au minimum sur les paramètres suivants : pH, aluminium, zirconium, fluorures et phosphore. Les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées. Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente). L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet</p>

<p>ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour, les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 15/09/2025, l'exploitant a transmis un rapport concernant de la qualité des eaux souterraines de son site daté du 23 avril 2025.</p> <p>En conclusion, le rapport ne mentionne pas d'anomalie particulière.</p> <p>L'exploitant réalise des mesures semestrielles depuis le 25/10/2022.</p> <p>L'exploitant devra solliciter les codes BSS de ses ouvrages.</p> <p>Il vérifiera la conformité de ses ouvrages par rapport aux normes en vigueur (Cadenassage, margelle, etc...).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en œuvre les dispositions suivantes :</p> <p>"L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci."</p> <p>Vérifier la conformité des ouvrages par rapport aux normes en vigueur (Cadenassage, margelle, etc...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Autosurveillance GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'application GIDAF ne met en évidence aucun dépassement entre septembre 2024 et juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Déclencheurs d'alarme en point bas**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclencheurs d'alarme en point bas

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 6 - I

...

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

...

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté un liquide dans la rétention de la chaîne horizontale.

La rétention dispose bien d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Elle est cependant réglée beaucoup trop haut, ce qui ne permet pas d'éviter la présence de liquide dans la rétention en quantité importante.

Le même constat a été fait pour la chaîne verticale avec une alarme apparaissant en jaune au lieu du rouge sur l'écran de contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Revoir le positionnement, le fonctionnement et le réglage des déclencheurs d'alarme en point bas des cuvettes de rétention des chaînes horizontales et verticales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois